



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/32  
9 juin 2009

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-huitième réunion  
Montréal, 6 - 10 juillet 2009

**PROPOSITION DE PROJET : RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

Ce document est composé des commentaires et des recommandations du Secrétariat du Fonds concernant la proposition de projet suivante :

L'élimination

- Plan d'élimination finale des substances de l'annexe A (groupe I) : (cinquième tranche)

PNUD

## FICHE D'EVALUATION DE PROJET – PROJETS PLURIANNUELS

### République dominicaine

(I) TITRE DU PROJET	ORGANISME:
Plan d'élimination de CFC	PNUD

(II) DERNIERES DONNEES DE L'ARTICLE 7 (Tonnes PAO)					ANNEE: 2008
CFC: 24.7	CTC: 0	Halons: 0	MB: 0	TCA: 0	

(III) DERNIERES DONNEES SECTORIELLES DU PROGRAMME DE PAYS (Tonnes PAO)											ANNEE: 2007		
Substances	Aérosols	Mousses	Halons	Refrigeration		Solvants	Agents de transformation	Inhalateurs a doseur	Utilisation de laboratoire	Bromure de méthyle		Gonflage de tabac	Total Sector Consumption
				Fabrication	Services d'entretien					QPS	Non QPS		
CFC					46.7								46.7
CTC													0
Halons													0
Bromure de méthyle													0
Others													0
TCA													0

(IV) DONNEES DU PROJET			2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Limites de la consommation du Protocole de Montréal		CFC	539.8	269.9	269.9	81.	81.	81.	0.	
Consommation maximale permise (Tonnes PAO)		CFC	311.2	269.9	252.	81.	81.	53.	0.	
Coûts de projet (\$US)	PNUD	Coûts de projet		500,000.	400,000.	400,000.	211,600.	200,000.		1,711,600.
		Coûts de soutien		37,500.	30,000.	30,000.	15,870.	15,000.		128,370.
Total des fonds approuvés en principe (\$US)		Coûts de projet		500,000.	400,000.	400,000.	211,600.	200,000.		1,711,600.
		Coûts de soutien		37,500.	30,000.	30,000.	15,870.	15,000.		128,370.
Total des fonds débloqués par le Comité exécutif (\$US)		Coûts de projet		500,000.	400,000.	400,000.	211,600.	0.		1,511,600.
		Coûts de soutien		37,500.	30,000.	30,000.	15,870.	0.		113,370.
Total des fonds demandés pour l'année en cours (\$US)		Coûts de projet						200,000.		200,000.
		Coûts de soutien						15,000.		15,000.

(V) RECOMMANDATION DU SECRETARIAT:	Approbation générale
------------------------------------	----------------------

QPS: Applications sanitaires préalables à l'expédition

Non-QPS: Applications autres que sanitaires et préalables à l'expédition

## DESCRIPTION DU PROJET

1. Au nom du gouvernement de la République dominicaine, le PNUD a soumis une demande de financement pour la cinquième et dernière tranche (2009) du plan national d'élimination des CFC (plan) à un coût total de 200 000 \$US plus des coûts d'appui de l'agence pour une somme de 15 000 \$US et qui sera examinée par le Comité Exécutif lors de la 58<sup>e</sup> réunion. La soumission comprend aussi un rapport périodique sur la mise en œuvre du plan national d'élimination au cours de l'année 2008, le programme de mise en œuvre pour 2009, un rapport de vérification pour l'année 2007 et les tableaux d'entente pluriannuelle, y compris des renseignements concernant les activités prévues pour 2009 et 2010.

### Renseignements généraux

2. Le plan pour l'élimination complète de la consommation de CFC au pays pour 2010 de la République dominicaine a été approuvé par le Comité Exécutif lors de la 45<sup>e</sup> réunion. Le Comité Exécutif a approuvé en principe le financement total de 1 711 600 \$US plus les coûts d'appui de l'agence pour la somme de 128 370 \$US. Lors de la même réunion, le Comité Exécutif a approuvé une somme de 500 000 \$US plus les coûts d'appui de l'agence pour la somme de 37 500 \$US pour la mise en œuvre de la première tranche du plan. Les seconde, troisième et quatrième tranches avaient été approuvées lors des 48<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup> et 54<sup>e</sup> réunions respectivement. La demande de financement pour la cinquième tranche avait été initialement soumise lors de la 57<sup>e</sup> réunion. Cependant, le Secrétariat a suggéré que le PNUD retire la soumission à cause des lacunes présentes dans le rapport de vérification.

### Vérification

3. À la suite d'une suggestion du Secrétariat, le PNUD a soumis un rapport de vérification révisé. La République dominicaine ne produit pas et n'exporte pas de SAO et la consommation du pays équivaut à ses importations. Le rapport établit une comparaison entre les données de l'Unité nationale de l'ozone (UNO) et les données fournies par la Direction générale des douanes (DGD). Une liste des importateurs enregistrés établis est jointe à ce rapport. Deux écarts importants entre les données des douanes et les données de l'UNO ont été déterminés. L'UNO avait enregistré 7,4 tonnes pondérées de CFC-12 comme faisant partie d'un mélange de HFC-134a/R-12; des demandes pour de plus amples détails de la part du Secrétariat n'ont pu fournir de clarification supplémentaire. La DGD a enregistré une importation sans autorisation de 11,26 tonnes pondérées de CFC-12. Les deux sources indiquent que 5,76 tonnes pondérées de CFC-115 ont été importées dans un mélange de R-502. La consommation totale pour 2007 est de 28,9 tonnes pondérées, y compris les importations sans autorisation et non enregistrées pour l'une des institutions. La valeur équivaut seulement à 36 p. cent du quota établi de 81 tonnes pondérées pour 2007.

### Rapport périodique 2008

4. En 2008, on a poursuivi la mise en œuvre d'activités entreprises précédemment dans les cinq secteurs suivants : formation en douanes, bonnes pratiques dans le domaine de la réfrigération, élément d'investissement, secteur des solvants et surveillance. 140 agents des douanes ont été formés en 2008, ce qui porte le total à 280 agents formés, représentant 67 p. cent de tous les agents des douanes à former dans le cadre du plan.

5. Un total de 409 techniciens ont été formés et accrédités pour les bonnes pratiques dans le domaine de la réfrigération au cours de 2008, ce qui porte le total à 733 techniciens formés jusqu'à maintenant dans le cadre du plan. Initialement, le plan prévoyait la formation de 2 000 techniciens, mais la cible finale pourrait être revue à la baisse à 1 200 techniciens, car le nombre total de techniciens possibles qui pourraient recevoir la formation pourrait être inférieur à l'estimation originale et la capacité de formation actuelle n'est que de 400 techniciens par année.

6. L'élément d'investissement est le plus gros élément du plan et comporte trois sous-éléments principaux :

- (a) Le programme de climatisation mobile : 900 trousseaux de remise à neuf pour les climatiseurs mobiles ont été achetées, ce qui permet d'atteindre la cible de 1 800 trousseaux prévues pour toutes les phases du plan. Les 130 premiers techniciens en climatisation mobile ont été formés pour effectuer la remise à neuf, ce qui représente 43 p. cent du plan général. La conversion des CFC pour le R134A dans les véhicules se poursuit;
- (b) Le programme de réfrigération domestique : 2 000 cylindres de frigorigènes à base de HC ont été achetés et seront distribués en 2009 à des fins de remise à neuf; et
- (c) Le programme de réfrigération commerciale : quatre cours de formation sur la conversion de l'équipement commerciale pour des frigorigènes auxiliaires ont été établis et 99 techniciens en réfrigération ont été formés sur un total de 300 techniciens qui seront formés dans le cadre du plan.

7. La campagne de renseignements et les séminaires visant à déterminer les dernières utilisations de SAO dans le secteur des solvants afin d'en décourager l'utilisation continue se sont poursuivies au cours de l'année 2008. Les CFC-113 et les TCA ne sont plus utilisés au pays, cependant, deux institutions ont déclaré une utilisation de quantités mineures de CTC. Les activités de surveillance entreprises au cours des années précédentes se sont poursuivies. La base de données sur les CFC et ses importateurs et distributeurs auxiliaires demeurent opérationnelle. Quatre rapports opérationnels et quatre relevés de surveillance ont été rédigés.

8. En janvier 2009, le solde non dépensé du financement déjà approuvé s'élevait à 336 047 \$US, ce qui représente 22 p. cent du financement total approuvé jusqu'à maintenant.

#### Programme de mise en œuvre 2009

9. Les activités des différents secteurs se poursuivront en 2009. 140 agents des douanes supplémentaires seront formés, permettant d'atteindre la cible du plan général. Étant donné les lacunes déterminées dans le programme de vérification, c.-à-d. les écarts entre les données des douanes et les données de l'UNO, le système d'autorisation et d'importation a été ciblé pour une amélioration. Le programme de mise en œuvre 2009 comprend maintenant une révision du système d'autorisation et du système d'enregistrement des importations par un expert externe comme activité prévue. 400 techniciens seront formés pour les bonnes pratiques dans le domaine de la réfrigération et on prévoit aussi la formation de 201 techniciens en réfrigération commerciale et 170 techniciens en climatisation mobile qui doivent toujours recevoir une formation. De plus, on prévoit l'achat d'équipement de climatisation mobile, mais les chiffres précis dépendent d'un sondage sur les besoins en cours. La campagne de renseignements dans le domaine des solvants se poursuivra. En dernier lieu, les activités de surveillance se poursuivront en 2009.

10. Bien que l'on prévoit mettre le plus d'activités possible en 2009, on prévoit certaines dépenses pour 2010, en grande partie en ce qui a trait à la surveillance et aux bonnes pratiques dans le domaine de la réfrigération.

## COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT

### COMMENTAIRES

11. Plusieurs questions, qui avaient mené au rejet de la première version du rapport, jugé insuffisant avant la 57<sup>e</sup> réunion, ne sont pas abordées dans la seconde version du rapport de vérification; cependant, un nombre de questions sont devenues plus transparentes. Dans l'hypothèse la plus optimiste, il est clair qu'il y a très peu de collaboration entre les autorités douanières et l'UNO puisqu'il y a une relation limitée entre les importateurs accrédités, les importations autorisées et les importateurs réels et les importations enregistrées par des données de douanes dignes de foi; les données de douanes étaient aussi la principale source de renseignements fournis par l'UNO. Il a été impossible d'obtenir plus de renseignements concernant un mélange inconnu et imprévu de CFC-12/HFC 134a qui, selon le rapport, a été découvert en quantités importantes lors d'un contrôle des importations.

12. La déclaration, conformément à l'Article 7, est une autre source de préoccupation du Secrétariat. Conformément à l'Article 7, l'UNO a déclaré des importations de 24,4 tonnes pondérées pour 2007; ce rapport avait été rédigé avant la vérification. Pour 2008, la République dominicaine avait d'abord déclaré une consommation de 1 738,6 tonnes pondérées, mais à la suite du conseil du Secrétariat de l'ozone, a révisé ce chiffre pour la quantité maintenant officielle de 24,7 tonnes pondérées; la cible pour 2008 est de nouveau 81 tonnes pondérées.

13. Cependant, malgré ces lacunes importantes, le rapport de vérification indique aussi une différence considérable entre les importations réelles enregistrées et la consommation maximale permise, ce qui démontre que le pays a probablement atteint la cible de consommation conformément au plan pour l'année 2007. Il est déplorable que les processus d'importation et d'autorisation du pays semblent comporter des lacunes importantes, notamment parce que près de 300 agents des douanes ont été formés, cependant, il s'agit d'une raison insuffisante pour ne pas approuver la prochaine tranche du plan, plus particulièrement en raison du fait que les cibles de consommation du plan ont été atteintes.

14. Le rapport de 2008 démontre de bons progrès en ce qui a trait à la mise en œuvre du plan général. Les plans annuels pour 2009 et 2010 sont significatifs et en harmonie avec le budget disponible et le plan initial. La seule exception est une évaluation des besoins par voie de sondage en cours; le pays devra, le cas échéant, réattribuer le financement à l'intérieur des limites de souplesse du plan. Comme mentionné plus haut, les observations dans le rapport de vérification ont mené à une modification du plan de mise en œuvre qui comprend maintenant une révision du système d'autorisation et d'enregistrement des importations.

### RECOMMANDATIONS

15. Le Secrétariat recommande que le Comité Exécutif :

- (a) prenne note du rapport périodique sur la mise en œuvre du plan d'élimination finale des substances de l'annexe A (groupe I) : (cinquième tranche) en République dominicaine au cours de l'année 2008 et du rapport de vérification pour l'année 2007; et
- (b) approuve le programme de mise en œuvre pour 2009.

16. Le Secrétariat recommande aussi l'approbation générale de la cinquième tranche (2009) du plan d'élimination finale des substances de l'annexe A (groupe I) de la République dominicaine avec les coûts d'appui qui s'y rattachent selon le niveau de financement illustré dans le tableau ci-dessous :

	<b>Titre du projet</b>	<b>Financement du projet (\$US)</b>	<b>Coût d'appui (\$US)</b>	<b>Agence d'exécution</b>
(a)	Plan d'élimination finale des substances de l'annexe A (groupe I) : (cinquième tranche)	200 000	15 000	PNUD

-----